

## **De Bessoulet à l'universel**

4 octobre 2025

Intervention de Jean-Paul Scot

Pour répondre à la question « comment Jaurès a-t-il ouvert la perspective d'un "socialisme français" ? », je propose de suivre l'évolution de sa « méthode » en partant de trois questions subsidiaires à discuter.

### **Première question : Pourquoi et comment Jaurès entendit dépasser l'opposition stérile entre réformes et Révolution ?**

Le débat entre réformes et Révolution est récurrent dans l'histoire du socialisme depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Tirant les leçons de l'affaire Dreyfus, Jaurès estime que la défense de la République exige l'unité des socialistes et l'alliance de tous les partis de gauche. Or les socialistes sont plus divisés que jamais depuis la participation du socialiste indépendant Millerand au gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau, participation que soutient Jaurès mais que condamne Jules Guesde, le fondateur du Parti ouvrier français. D'où le nouvel échec de la tentative d'unification des partis socialistes en septembre 1900

Jaurès reproche à Guesde, l'introducteur du marxisme en France et à Lafargue, le gendre de Marx, de n'avoir pas soutenu la cause de Dreyfus au nom d'une vision étroite de la lutte des classes. Il leur reproche de systématiser l'opposition entre « réformistes » et « révolutionnaires » et de répéter que seule la révolution sociale pourra améliorer réellement la condition des prolétaires. Il leur répond qu'on ne peut attendre que la révolution sociale surgisse d'un effondrement du capitalisme.

Le 12 novembre 1900, lors du célèbre débat des « deux méthodes » à Lille, Jaurès invite les socialistes à « faire d'abord œuvre de réforme, et dans la réforme œuvre commençante de révolution », (la formule est encore bien vague). Mais Jules Guesde lui réplique : « Nous sommes et nous ne pouvons être qu'un parti de révolution » car le

prolétariat ne peut lutter que « sur le terrain exclusif de la lutte de classe ».

Face aux guesdistes, Jaurès recherche l'appui d'Édouard Vaillant, l'ancien blanquiste qui vient de fonder le Parti socialiste révolutionnaire. Il pense comme lui que trois conditions sont nécessaires pour arracher au capital « des réformes de transition, des évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution » : 1°) une « philosophie générale, à la fois révolutionnaire et évolutionniste » ; 2°) « un parti politique de classe unifié » dont le « but suprême » doit être le passage « par étapes » au communisme ; 3°) un « programme populaire de transition » appliqué par une « majorité de gauche ».

Quand Vaillant rejoint Guesde, ruinant ses espoirs d'unité, Jaurès ne sombre pas dans la polémique politicienne. Lecteur attentif de tous les textes inédits de Marx et d'Engels et plongé dans la rédaction de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, il se veut « fidèle à la véritable pensée marxiste » et au « communisme révolutionnaire français ».

### **Deuxième question : quel contenu Jaurès donna-t-il à la formule de « l'évolution révolutionnaire » qu'il attribue à Marx en 1901 ?**

Du 3 août au 17 octobre 1901, dans une vingtaine d'articles il expose comment dépasser la contradiction stérile entre réformes et Révolution.

Il préconise la « révision nécessaire » du programme socialiste et se réclame de l'autorité de Marx pour reprocher aux « prétendus doctrinaires marxistes » de s'en tenir à la « phrase révolutionnaire » au lieu de chercher à comprendre comment « la société nouvelle sort de l'ancienne avec cette force irrésistible "d'évolution révolutionnaire" dont a parlé Marx ». Il les abjure : « Aujourd'hui, comme il y a un demi-siècle, il faut se garder de la phrase révolutionnaire et comprendre profondément les lois de l'évolution révolutionnaire dans les temps nouveaux ».

Jaurès reprend mot pour mot les termes de la réponse que Marx fit le 15 septembre 1850 aux minoritaires du comité central de la Ligue des communistes en exil à Londres alors que tous les mouvements nationaux et révolutionnaires en Europe avaient été écrasés.

Certains jugent « hasardeuse » cette référence et estiment que la formule de Marx *revolutionären Entwicklung* doit être traduite simplement par « développement révolutionnaire ». Inutile de spéculer sur une erreur de traduction de Jaurès bon germaniste ! Il a recopié mot pour mot la déclaration de Marx qu'il a découverte dans un recueil de textes sur *L'Allemagne en 1848*, édités par Engels en 1885, publiés à Paris en 1901, traduits par Léon Rémy. C'est ce socialiste révolutionnaire, traducteur d'œuvres de Marx, qui a voulu dépasser par cet oxymore l'opposition formelle entre « évolution » et « révolution », car *Entwicklung* peut également se traduire par « évolution ».

Jaurès invoque la formule attribuée à Marx d'abord pour légitimer ses anciennes propositions de député socialiste comme la nationalisation des mines et son rôle dans la création de la Verrerie ouvrière d'Albi. « J'étais toujours dirigé par ce que Marx a nommé magnifiquement *l'évolution révolutionnaire* ».

Il la définit ainsi : « Elle consiste, selon moi, à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la disparition du monde ancien ». Pourraient coexister diverses formes contradictoires de propriété capitaliste, mais aussi de propriété sociale, nationale, coopérative, communale qui elles rompent avec la loi du profit capitaliste.

Il en déduit ensuite ce que doivent être des réformes socialistes : « Les réformes ne sont pas seulement, à mes yeux, des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations. Ainsi, sous l'action socialiste, elles prennent un caractère et une efficacité révolutionnaires. » Elles ne doivent pas être « seulement des palliatifs aux misères présentes, mais un commencement d'organisation socialiste, des germes de communisme semés en terre capitaliste ». Il expose que si les socialistes doivent soutenir toutes les luttes des travailleurs, ils doivent aussi militer pour développer des services publics, des nationalisations de monopoles industriels et financiers et créer un système complet d'assurances sociales mis en avant par Vaillant.

Il en déduit enfin sa conception particulièrement novatrice du passage progressif, par étapes, au socialisme au cours d'une longue « période de transition ». Pas question de supprimer la propriété privée

individuelle des indépendants, des paysans et artisans travailleurs, ni même les petites entreprises. « Je suis convaincu que dans l'évolution révolutionnaire qui nous conduira au communisme, la propriété collectiviste et la propriété individuelle, le communisme et le capitalisme seront longtemps juxtaposés. »

Jaurès se réclame de l'autorité de Marx car Il s'appuie sur les analyses du *Capital* sur le passage du féodalisme au capitalisme confirmées par ses propres études des origines de la Révolution et des caractères spécifiques de la société française. Mais il actualise la pensée de Marx en affirmant que des réformes anticapitalistes, remettant en cause la logique et le champ d'exploitation du profit permettront une fois conquises par les travailleurs, la construction d'une société socialiste adaptée aux caractères particuliers de la France.

### **Troisième question : Comment Jaurès entendait-il opérer la révolution sociale selon la « méthode » de « l'évolution révolutionnaire » ?**

Dans un grand teste « Question de méthode » du 17 novembre 1901, Jaurès pose ouvertement la question taboue : « comment se réalisera le socialisme ? » ; par le suffrage universel et la démocratie politique ou par la « suprême rupture » de la dictature du prolétariat ? Il se livre alors à une critique systématique de la « méthode de Révolution de Marx », déduite du *Manifeste communiste*, qu'il déclare « surannée » car « elle procède ou d'hypothèses historiques épuisées, ou d'hypothèses économiques inexactes ». Il conclut : « Marx se trompait. Ce n'est pas du dénuement absolu que pouvait venir la libération absolue. »

Faut-il comme Péguy, et bien d'autres depuis, voir là la preuve de la rupture de Jaurès avec Marx ? De fait, il ne rejette que la « dictature du prolétariat » que préconise toujours. Il ne fait que reprendre ce qu'Engels avait déjà affirmé en 1895 dans son « introduction » aux *Luttes de classes en France* de Marx : « le mode de lutte de 1848 est périmé aujourd'hui sous tous les rapports ».

Jaurès affirme que « l'illustre ami de Marx » pensait que le suffrage universel pouvait permettre la victoire du socialisme dans une France

démocratique et parlementaire, mais pas dans un Empire allemand absolutiste. Comme Engels, il affirme que « c'est la conquête légale de la démocratie qui devient la méthode souveraine de la Révolution ».

Il précise même que « la République est la forme politique du socialisme ; elle l'annonce, elle le prépare, elle le contient même en quelque mesure puisqu'elle peut y conduire par une évolution légale, sans rupture de continuité ». Mais la République devra changer de nature, de base économique, de contenu social ; elle doit devenir une République démocratique et sociale.

Ces idées pionnières n'eurent alors que peu d'écho.

Mais, une fois l'unité des socialistes réalisée en 1905, il fallait encore sortir du « chaos des méthodes » opposant les courants internes. Lors du 5<sup>ème</sup> Congrès du Parti socialiste à Toulouse, le 17 octobre 1908, Jaurès réaffirme dès le début de son très long discours qu'il n'a « jamais cessé de formuler ce que Marx appelle l'évolution révolutionnaire ».

« Le Parti socialiste est un parti de révolution, précisément parce qu'il ne se borne pas à réformer et à pallier les pires abus du régime actuel. » Mais « Précisément parce qu'il est un parti essentiellement révolutionnaire, il est le parti le plus ardemment et le plus activement réformateur ». Réformateur, pas réformiste !

La *motion du Tarn*, que Jaurès a rédigé et qui inspire la motion finale adoptée à l'unanimité, révèle plus encore sa pensée personnelle. La révolution sociale, y écrit-il, ne s'accomplira vraiment que par la transformation de « toute la propriété capitaliste en propriété sociale gérée par la communauté des producteurs organisés ». Car il s'agit de mettre « au-dessus de toutes les institutions le droit souverain du travail exploité ».

Si les travailleurs ont conquis la « souveraineté politique » par le suffrage universel, il leur reste à transformer cette « souveraineté formelle » en « souveraineté substantielle » ; ce qui suppose de conquérir la « souveraineté du travail » dans les entreprises comme dans la nation. Par cet objectif révolutionnaire, Jaurès espère que les salariés, privés de droits tels des esclaves modernes, pourront accéder à un réel pouvoir économique.

Comment exercer cette « souveraineté du travail » ? Jaurès rejette les deux solutions opposées, la thèse étatiste de Louis Blanc et la thèse anarchisante de Proudhon. Il rejette aussi bien le « socialisme d'État » qui n'est du « capitalisme d'État », que l'autonomie des entreprises qui créera une concurrence entre les producteurs eux-mêmes.

La « souveraineté du travail » devra s'exercer également au niveau national par le remplacement du Sénat réactionnaire par un Conseil démocratique du travail, élu par tous les travailleurs, qui orientera la politique économique et sociale de l'Etat. Mais de tels objectifs supposent, dit-il, la création d'un rapport de forces largement en faveur des travailleurs avant même la conquête par eux du pouvoir politique.

En 1908, Jaurès résumait l'évolution historique : « Créer la démocratie en la dépassant a été, durant un grand siècle tourmenté et fécond, l'œuvre de la classe ouvrière. Diriger la démocratie en la dépassant et l'obliger enfin à se hausser au socialisme, ce sera sa grande œuvre de demain. »

La « méthode » de « l'évolution révolutionnaire » a été réaliste et féconde. Elle a inspiré les conquêtes du Front populaire et plus encore celles de la Libération avec l'application du Conseil National de la Résistance, quand les deux partis de la gauche socialiste et communiste étaient alliés et avaient recueilli la moitié des suffrages. C'est donc bien l'héritage de Jaurès que toutes les droites, hier comme aujourd'hui, ne cessent de démanteler. À nous de prolonger Jaurès !